

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 27 mai 2021
(Convocation du 12 mai 2021)

Aujourd'hui, le vingt-sept mai deux mille vingt et un à 11h30, le collège « membres fondateurs » dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames et Messieurs Christiane AUTIGEON, Céline SALLES, Dominique DEGOS, Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Christophe TERRAIN, Paul CARRERE, Yves LAHOUN, Jean ARRIUBERGE, Patrick CHASSERIAUD, Charles PELANNE, Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Nathalie BARROUILLET, Bernard VERDIER, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Gabriel BELLOCQ, Xavier LAGRAVE, Thierry CARRERE

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Affaires budgétaires / Ressource en eau - Programme d'actions 2020 - Solutions d'infrastructures de stockage validées dans le PTGE Midour - Ajustement du plan de financement pour candidature à l'appel à projet « investissements en faveur des infrastructures liées à l'irrigation agricole » proposé par la Région Nouvelle-Aquitaine

Exposé des motifs :

Après 4 ans d'élaboration, les acteurs du PTGE du Midour ont validé en mars 2020 un panel équilibré d'actions visant à résorber le déséquilibre quantitatif de manière durable. Ainsi des projets d'infrastructures de stockage sont prévus pour la mobilisation des eaux issues de l'économie circulaire (réutilisation des eaux usées domestiques après traitement en stations d'épuration) et pour conforter ou augmenter les volumes des réservoirs de soutien d'été (RSE) existants sur le territoire (création de dispositifs de pompage hivernal pour sécurisation du remplissage des RSE ou leur réhausse).

Dans le cadre du programme d'actions 2020, une opération a été présentée selon une programmation pluriannuelle et validée par le comité syndical de l'Institution Adour le 6 mai 2020 (délibération CMF18-2020), afin de réaliser les phases d'études pour constitution des dossiers d'enquêtes publiques qui seront préalables à la réalisation effective de ces solutions de stockage.

Sur cette base, l'aide de la Région Nouvelle-Aquitaine a été sollicitée en juin 2020 dans le cadre d'un précédent appel à projets. Notre dossier a été rejeté, les critères de cet AAP prévoyant la réalisation des travaux dans la durée des 3 ans de l'AAP. Ce délai est incompatible avec l'ensemble des phases d'études, de constitution des dossiers réglementaires puis leur instruction par les services de l'Etat, d'enquêtes publiques, de finalisation des études techniques puis enfin de réalisation des travaux.

Après échange technique avec les services de la Région Nouvelle-Aquitaine sur la nécessaire prise en compte des contraintes de durée pour mener à terme nos projets structurants de soutien d'été selon la réglementation en vigueur, la région Nouvelle-Aquitaine propose un nouvel appel à projets « Investissements en faveur des infrastructures liées à l'irrigation agricole ».

Celui-ci reprend plusieurs volets inscrit dans le chapitre 4.3.A du Programme de Développement Rural Aquitaine 2014-2020 (« volets I.a, II.a Création et agrandissement de retenue pour le stockage d'eau destinée à l'irrigation agricole, et volets I.b, II.d Opération permettant le recyclage des eaux traitées, II.c ouvrage permettant le transfert depuis une zone en équilibre ») et prévoit que les études préalables - telle la constitution du dossier d'enquêtes publiques - sont éligibles.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Il convient toutefois d'ajuster le plan de financement en considérant le montant des dépenses éligibles retenu par les financeurs.

Rappel du coût prévisionnel de la 1^{ère} phase d'études et maîtrise d'œuvre pour constitution des dossiers d'enquêtes publiques :

	Total
Etudes et Maîtrise d'œuvre pour élaboration des dossiers d'enquête publique	518 000 €
Ingénierie IA	25 900 €
Montant total (€ HT)	543 900 €

Rappel du plan de financement prévisionnel initialement adopté (délibération CMF18-2020) :

Partenaires	%	Montant
Agence de l'eau Adour-Garonne	70 %	380 730 €
Région Nouvelle-Aquitaine / FEADER	5,5 %	29 914,50 €
Région Occitanie	4,5 %	24 475,50 €
Institution Adour (CD 32 et 40)	20 %	108 780 €
Montant total	100 %	543 900 €

Le plan de financement prévisionnel modifié pour cette opération s'établit comme suit et prend en compte la non éligibilité des coûts de l'ingénierie et l'absence de dispositif permettant à la Région Occitanie de financer cette action.

Partenaires	Montant des dépenses éligibles	% du montant éligible	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne	518 000 €	70 %	362 600 €
Région Nouvelle-Aquitaine / FEADER	518 000 €	10 % ⁽¹⁾	51 800 €
Autofinancement	518 000 €	20 %	103 600 €
Montant total			518 000 €

N.B. : taux d'aide publique de 80 % pour les projets visant la réduction de la pression sur les masses d'eau en déséquilibre quantitatif : création ou agrandissement de réserves de substitution, recyclage des eaux en vue d'une substitution, soutien d'étiage

⁽¹⁾ Taux d'aide maximal, sous réserve d'un élargissement géographique du PDR prenant en considération les ouvrages localisés dans le Département du Gers.



LE COLLEGE « MEMBRES FONDATEURS »

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- D'approuver le plan de financement modifié,
- De solliciter la participation financière de la Région Nouvelle-Aquitaine pour la constitution des dossiers techniques et réglementaires des projets d'infrastructures de stockage du Midour dans le cadre de l'appel à projet « Investissements en faveur des infrastructures liées à l'irrigation agricole », pour un montant de 51 800 €,
- D'autoriser le Président à mobiliser les financements, à signer les formulaires ainsi que l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 27 mai 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE